

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le 22/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY - site de la ZI

ZI de Somain
59490 SOMAIN

Références : 2023-V1-427
Code AIOT : 0100032699

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY - site de la ZI implanté ZI de Somain 59490 SOMAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY - site de la ZI
- ZI de Somain 59490 SOMAIN
- Code AIOT : 0100032699
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY est spécialisée dans la fabrication de capsules. Les produits fabriqués sont des capsules pour bouteilles de vin, des coiffes de vin pétillant (champagne, cidre, mousseux).

La société appartient à TALAMA, une holding financière qui possède également la société DISTRIPAC et SERLEM (fabrication de machines pour l'imprimerie).

Le société a pour projet de regrouper l'ensemble de ses activités sur le site de DISTRI PAC implanté au sein de la zone industrielle de Somain.

DISTRI PAC accueille actuellement une activité d'héliogravure sur différents supports plastiques afin de réaliser des manchons thermo rétractables permettant de protéger, décorer ou regrouper des produits de consommation courante.

Le site actuel de DISTRI PAC est localisé dans la zone industrielle de Somain et est accessible depuis la route départementale 957. Il s'étend sur une superficie d'environ 28 000 m² et accueille un bâtiment industriel d'environ 4 000 m² ainsi qu'une voie d'accès desservant une seule façade et le parking du personnel. Le site est, pour le reste, engazonné et essentiellement composé de friches.

Le projet d'extension étendra les limites du site au droit de ces parcelles.

L'ensemble des parcelles est implanté en zone Uea qui correspond à la ZAC intercommunale de la Renaissance dont la vocation est spécifiquement dédiée à l'accueil des activités industrielles, tertiaires, artisanales, commerciales, de bureau et de services. Le site est d'ailleurs entouré par d'autres industries :

- Au nord par la société ENDEL, spécialisée dans la chaudronnerie ;
- A l'est par la caserne du SDIS du Somain ;
- Au sud par un atelier de réparation de poids-lourds exploité par la société VOLVO TRUCKS et une prairie sur laquelle sera étendu le site ;
- A l'est, le site est séparé par la route d'une école publique et d'un collège.

Le projet de regroupement des activités des 2 sociétés (BC Rémy et DISTRI PAC) s'accompagne notamment des modifications suivantes :

- la construction d'un nouveau bâtiment industriel qui regroupera les activités de façonnage actuellement exercées sur le site du centre-ville,
- et la modification du bâtiment existant, dans le but de réorganiser l'ensemble des activités. Les machines constituant le process seront regroupées par type et des zones de stockage dédiées aux encres, matières premières diverses et produits finis seront aménagées ;



L'exploitant a transmis une demande d'examen au cas par cas en date du 09 octobre 2023. pour son projet de regroupement des activités du groupe. Le projet étant soumis à autorisation, l'exploitant devra déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale incluant une étude d'impact.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement ICPE	Code de l'environnement du 10/10/2023, article R.511-9	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que l'activité exercée par la société BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY sur son site de la zone industrielle était illégale puisqu'elle était exercée sans l'autorisation préfectorale requise à cet effet. Cette activité fait donc l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet du Nord.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/10/2023, article R.511-9			
Thème(s) : Risques chroniques, situation administrative			
Prescription contrôlée : nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et taxe générale sur les activités polluantes			
Constats : Suite à l'incendie du site du centre-ville en 2021, l'activité relative à l'impression de la société Bouchonnerie Capsulerie J.Rémy a été transférée vers le site de DISTRIPAC en zone industrielle de Somain. L'activité exercée actuellement sur le site de la zone industrielle est réalisée dans un bâtiment de 4000 m². A noter que l'exploitant a fait l'acquisition d'un incinérateur pour traiter les rejets atmosphériques des installations d'impression. Celui-ci n'a pas encore été installé. Le tableau ci-dessous dresse un inventaire des activités présentes sur le site le jour de l'inspection :			
LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	QUANTITÉS PRÉSENTES LE 10/10/23	RÉGIME
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique , héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) Supérieure à 200 kg/j (A) b) Supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j (D)	2450	La quantité de produits qui sera utilisée quotidiennement pour l'héliogravure est estimée à 1 050 kg/j d'encres. La quantité de produit en stock est de 17 tonnes	A
Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 3. a) Autres unités d'héliogravures,	1978	6 tonnes 712 de solvants organiques purs sur le site <i>NB : attention la quantité est sous-estimée car elle ne comprend pas les solvants présents dans les encres</i>	NC

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	QUANTITÉS PRÉSENTES LE 10/10/23	RÉGIME
flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an (D)			
Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (DC)	1510-2	Produits combustibles divers (bobines en PVC, APA, bobines imprimées, produits finis conditionnés, bois, papier, carton...) Quantité au 10/10 de 1254 tonnes (> 500 tonnes)	DC
Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ (A-1) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ (E) 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)	1532	3 m ³ de palettes	NC
Travail mécanique des métaux et alliages , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b . La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW (E) 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC)	2560	830 kW	DC
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisa-	2940-2	17 kg/j de produits Présence de 7312 kg de colle	DC

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	QUANTITÉS PRÉSENTES LE 10/10/23	RÉGIME
tion, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j (DC)			
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)	4331	Environ 24,5 tonnes de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3	NC
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas; kérosènes (carburants d'aviation compris); gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris). fioul lourd; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A) b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)	4734-2	Les cuves étaient vides au moment de la visite	NC
Atelier de charge d'accumulateurs (D) 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽⁷⁾ étant supérieure à 50 kW	2925	La puissance maximale de courant continu utilisable est de 16 kW.	NC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent	4718	19 bouteilles de gaz de 15kg. Soit un total de 285kg	NC

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	QUANTITÉS PRÉSENTES LE 10/10/23	RÉGIME
avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables a. Supérieure ou égale à 35 t (A) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC)			
<p>Au vu des quantités présentes au moment de l'inspection, le site est donc soumis à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • autorisation pour la rubrique 2450 – héliogravure • déclaration pour la rubrique 1510 (entrepôts) - 2560 (travail mécanique des métaux) – 2940-2 (application de colles) <p>Il résulte de cette visite d'inspection que le site est soumis à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et qu'il est exploité sans l'autorisation requise.</p> <p>Fait avec suite – L'Inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure la société BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de régulariser la situation administrative des installations classées qu'il exploite au sein de son établissement sis zone industrielle de Somain en déposant un dossier de demande d'autorisation ou en cessant ses activités.</p> <p>Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 3000 m² en extension du bâtiment actuel. Ce bâtiment accueillera les activités de façonnage et de découpe. Les activités d'impression et de stockage de matières premières resteront implantées dans le bâtiment existant dans deux cellules distinctes séparées par des murs REI 120. Le bâtiment existant et l'extension seront séparés par un mur REI 120 également.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier			
Proposition de délais : 4 mois			